Les voies d'accès des travailleurs handicapés dans la fonction publique d'Etat

Textes :

- Loi 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- Décret 95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;
- Loi 87-517 du 10 juillet 1987 en faveur de l'emploi des travailleurs handicapés ;

Dans la mesure où nous éliminons la voie royale d'accès au corps par concours, il reste à explorer celle du **recrutement sur contrat avec titularisation à l'issue**.

Le code du travail a défini une liste de travailleurs bénéficiant d'une protection spécifique dite d' « obligation d'emploi ». Il s'agit de son article L 5212-13 qui remplace dans sa version ancienne l'article L 323-3. Voici ce qu'il dit :

« *Bénéficiaire de l'obligation d'emploi instituée par l'article L. 5212- 2 :*

1° Les travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées mentionnée à l'article L. 146-9 du code de l'action sociale et des familles ;

2° Les victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente au moins égale à 10 % et titulaires d'une rente attribuée au titre du régime général de sécurité sociale ou de tout autre régime de protection sociale obligatoire ;

3° Les titulaires d'une pension d'invalidité attribuée au titre du régime général de sécurité sociale, de tout autre régime de protection sociale obligatoire ou au titre des dispositions régissant les agents publics à condition que l'invalidité des intéressés réduise au moins des deux tiers leur capacité de travail ou de gain ;

4° Les bénéficiaires mentionnés à l'article L. 394 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre ;

5° Les bénéficiaires mentionnés aux articles L. 395 et L. 396 du même code ;

6° Abrogé ;

7° Abrogé ;

8° Abrogé ;

9° Les titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée dans les conditions définies par la loi n° 91-1389 du 31 décembre 1991 relative à la protection sociale des sapeurs-pompiers volontaires en cas d'accident survenu ou de maladie contractée en service ;

10° Les titulaires de la carte d'invalidité définie à l'article L. 241-3 du code de l'action sociale et des familles ;

11° Les titulaires de l'allocation aux adultes handicapés. »

S'agissant de notre auxiliaire de surveillance de Roscoff, il convient de savoir **à quelle catégorie il appartient**.

Et c'est l'article 27 de la Loi 84-16 qui autorise cette voie originale de recrutement dans la fonction publique d'État :

« Les personnes mentionnées aux 1°, 2°, 3°, 4°, 9°, 10° et 11° de l'article L. 323-3 du code du travail peuvent être recrutées en qualité d'agent contractuel dans les emplois de catégories A, B et C pendant une période correspondant à la durée de stage prévue par le statut particulier du corps dans lequel elles ont vocation à être titularisées. Le contrat est renouvelable, pour une durée qui ne peut excéder la durée initiale du contrat. A l'issue de cette période, les intéressés sont titularisés sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'aptitude pour l'exercice de la fonction. »

Les travailleurs handicapés ainsi recrutés directement par les services du personnel peuvent être plus facilement insérés dans les services où ils sont appelés à exercer leurs fonctions car leur handicap est connu par avance et la nécessaire adaptation des conditions de travail est anticipée par les chefs de services et les collègues de travail. C'est typiquement le cas de Roscoff où l'intéressé bénéficie d'un véhicule adapté à son handicap. En outre, travaillant sur le site depuis déjà plusieurs années, il donne satisfaction dans son emploi.

Cependant, le dernier alinéa du § 2 de l'article 27 est sans appel : **« ce mode de recrutement n'est pas ouvert aux personnes qui ont la qualité de fonctionnaire. »**. Il convient donc de vérifier si l'intéressé est fonctionnaire ou seulement contractuel...

Ensuite, c'est le décret 95-979 qui s'applique.

Sous réserve que l'intéressé ne soit pas déjà fonctionnaire et que cette procédure puisse donc lui être appliquée, les conditions de diplômes sont ceux fixés par le statut particulier des OPA. *« Toutefois, les candidats qui **possèdent un autre diplôme** que celui exigé par les statuts particuliers **et qui peuvent justifier d'un niveau équivalent du fait de leur formation continue ou de leur expérience professionnelle**, éventuellement validée dans les conditions prévues aux articles L. 335-5, L. 335-6, L. 335-9, L. 613-1 à L. 613-4 et L. 641-2 du code de l'éducation, peuvent déposer leur candidature auprès de la commission chargée de vérifier les équivalences de diplômes pour se présenter au concours externe d'accès au corps pour lequel ils postulent. »* C'est l'article 2 du décret.

L'article 3-1 précise ensuite que *« l'appréciation des candidatures est faite sur dossier par l'autorité ayant le pouvoir de nomination. Elle peut être complétée par des entretiens. »*

L'intéressé est ensuite recruté sur contrat pour 1 an (période normale de stage). *« Pendant toute la période de contrat (...), les agents (...) bénéficient d'une rémunération d'un montant équivalant à celle qui est servie aux fonctionnaires stagiaires issus du concours externe pour l'accès au corps dans lequel les agents ont vocation à être titularisés. »*

*« A l'issue du contrat, l'appréciation de l'aptitude professionnelle de l'agent par l'autorité disposant du pouvoir de nomination est effectuée **au vu du dossier de l'intéressé et après un entretien de celui-ci avec un jury organisé par l'administration chargée du recrutement.** »*

*« Si l'agent est déclaré apte à exercer les fonctions, l'autorité administrative ayant pouvoir de nomination **procède à sa titularisation après avis de la commission administrative paritaire** du corps concerné.*

Lors de la titularisation, la période accomplie en tant qu'agent contractuel est prise en compte dans les conditions prévues pour une période équivalente de stage par le statut particulier.

Lors de la titularisation, l'agent est affecté dans l'emploi pour lequel il a été recruté comme agent non titulaire. »

*« Lorsqu'ils sont titularisés, les agents recrutés en application du présent décret bénéficient de la **reprise d'ancienneté** de leurs services antérieurs dans les mêmes conditions que les fonctionnaires recrutés par concours. »*

Le problème principal dans le cas de Roscoff est que **si l'intéressé est déjà fonctionnaire**, il ne peut bénéficier de cette procédure mais **pourrait passer le concours** en vertu des aménagements prévus par la loi (conditions de diplômes...).

Enfin et après vérification, je confirme que l'intéressé ne peut jouir des emplois réservés décrits dans le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre.